

Pays à risques

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **28 (1991)**

Heft 1034

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1020771>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Pays à risques

(y) Par vocation, les investisseurs ont le goût du risque. Et par toutes sortes de calculs, ils cherchent à limiter les effets de leur nécessaire audace; par exemple, en utilisant — pour des placements à l'étranger — le baromètre des risques-pays. Il existe différents indicateurs renseignant sur la sécurité et la vulnérabilité économique des pays, de même que sur leur assise financière. Au hit-parade de la confiance possible, on retrouve régulièrement le trio des «pays sûrs»: la Suisse, le Japon, l'Allemagne, dont la réunification n'a manifestement pas ébranlé la position aux yeux des investisseurs. A noter la récente régression des Etats-Unis, traditionnellement situés dans le trio de tête.

Il est intéressant d'observer les effets de la guerre du Golfe sur le «baromètre» semestriel de la revue financière américaine *Institutional Investor*. Ainsi, entre septembre 1990 et mars 1991, l'Irak rétrograde du 86^e au 95^e rang, tandis que le Koweït se retrouve en 44^e position, après avoir de longues années tourné autour de la 25^e. Les pays voisins, en revanche, en restent à leur situation antérieure; cela vaut notamment pour l'Arabie saoudite (27^e), les Emirats arabes unis (29^e), Bahreïn (35^e), la Turquie (40^e), Israël (51^e), l'Egypte (71^e) ou la Syrie (78^e).

Par rapport au milieu des années 80, les pays de l'Est ont vu leur position s'affaiblir. C'est le cas tout particulièrement de l'Union soviétique, qui a reculé de la 34^e à la 39^e position au cours des six derniers mois. Seules la Tchécoslovaquie (32^e) et la Hongrie (41^e) sont parvenues à maintenir leur position, tandis que la Pologne, traditionnellement perdue dans les profondeurs du classement, semble vouloir remonter dans l'estime des investisseurs, qui la classent désormais en 73^e position — tout de même la plus mauvaise d'Europe (l'Albanie n'est pas classée).

Il est rare que le baromètre de la confiance remonte ainsi pour l'un des dix à douze pays jugés à très hauts risques: Zambie, Cuba, Zaïre, Liban, Libéria, Ethiopie, Haïti, Mozambique, Nicaragua, Soudan, Ouganda, Corée du Nord. Comme il fallait s'y attendre, les pays les plus pauvres du monde et/ou ceux dans lesquels sévit la guerre civile sont pratiquement rayés de la carte par les

investisseurs et leurs banquiers-conseillers. Ces derniers préfèrent les pays-seuils et tous ceux qui sont vraiment en voie de développement, du style Singapour (14^e), Taiwan (16^e), Corée du Sud (19^e), Hong-Kong (22^e), Thaïlande (25^e), Malaisie (26^e), Indonésie (31^e), ou même Chili (42^e). Et pour montrer que le régime ne fait rien à l'affaire, la Chine populaire remonte régulièrement (30^e position en mars 91), de même que l'Inde (38^e), ou l'Afrique du Sud (48^e). L'argent n'a pas d'odeur, mais le doux parfum de la sécurité l'attire. ■

Géo moderne

(cfr) Une école secondaire supérieure de la Chaux-de-Fonds a fait une enquête sur les connaissances en géographie suisse et européenne des élèves de 15 et 16 ans.

Sur deux cartes muettes, les élèves devaient identifier d'une part les cantons et d'autre part les pays européens. Les grands cantons — Grisons, Berne, Valais et Tessin — s'en tirent bien puisqu'entre 75 et 100% des élèves les reconnaissent. Il en va de même pour Genève. Les cantons romands — Vaud, Fribourg et Jura — sont un peu moins populaires et sont identifiés dans un peu plus de la moitié des cas. La popularité baisse encore en Suisse alémanique pour atteindre son niveau le plus bas en Argovie, Thurgovie et en Suisse centrale — Uri, Schwyz, Unterwald, Glaris et Zoug — puisque moins de 25% des élèves sont capables de les reconnaître.

Il en va tout autrement des pays européens. Les élèves identifient sans peine nos voisins ainsi que l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Union soviétique. La Yougoslavie, l'Irlande, le Benelux et l'Islande reçoivent autant de voix que les cantons romands. Les pays scandinaves, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et même l'Albanie obtiennent une meilleure cote que les cantons de Suisse centrale.

En résumé, neuf pays européens contre huit cantons suisses autres que celui de résidence sont identifiés par la majorité des élèves. A l'autre bout de l'échelle, deux pays européens seulement — la Hongrie et la Bulgarie — contre sept cantons suisses alémaniques sont reconnus par moins d'un quart des élèves. Suisse chérie, qu'as-tu fait pour être si

méconnue de tes enfants ? Les courses d'école n'arrivent-elles pas à compenser les voyages au soleil et les vacances de ski ? Ou bien est-ce l'influence de la télévision qui montre les cartes des pays lorsqu'il en est question dans les nouvelles, mais pas celles des cantons ?

La Suisse par contre se rattrape à la question «souhaiteriez-vous vous installer dans ce pays ?» puisqu'elle remporte la majorité absolue des suffrages. Viennent ensuite les pays d'Europe occidentale presque en bloc. L'Irlande et le Portugal rejoignent le peloton des pays de l'Est. Finalement moins d'un quart des élèves (entre 0 et 25%) aimerait s'installer en Pologne, en Roumanie ou en Albanie.

En Suisse, les cantons de vacances — Valais et Tessin — exercent autant d'attraction que le canton de résidence. La cote de Genève disparaît puisque les élèves n'aimeraient pas plus s'y installer que dans le reste de la Suisse romande, à l'exception du Jura. Les cantons les moins populaires ont tout de même un score relativement bon puisqu'entre 25 et 50% des élèves aimeraient s'y installer et qu'aucun n'est aussi impopulaire que la Roumanie, la Pologne et l'Albanie. Cependant, ce score de la majorité des cantons de Suisse orientale et du Juran'est pas meilleur que celui des pays de l'Europe de l'Est.

Il y a vraiment à faire pour améliorer l'image de marque des cantons d'outre-Sarine. ■

Grève partielle

(cfr) Ce dimanche sur la riviéra italienne, les quotidiens sont en grève nationale et pourtant deux sont en vente. Le *Corriere mercantile* de Gênes donne les dernières nouvelles et publie un communiqué de l'Association des journalistes de Ligurie qui explique pourquoi elle a autorisé la sortie de ce journal autogéré par des journalistes constitués en coopérative. Il n'y a pas d'éditeur et les familles des journalistes et des typographes qui produisent le journal seraient dans une situation absurde s'ils devaient faire grève contre eux-mêmes. On sait qu'ils sont solidaires mais on ne veut pas les punir du fait qu'ils sont leurs propres éditeurs. L'autre quotidien présent est le quotidien communiste non-conformiste *Il manifesto*. ■